QUELLE EST L'AMPLEUR DU RECUL DE LA PENSEE ET DE L'ACTION ECOLOGIQUE EN 2026

L'ampleur du recul actuel de la pensée et de l'action écologiques — souvent qualifié de « **backlash » environnemental** — est particulièrement marquée. Ce phénomène ne traduit pas un désintérêt total des citoyens, mais une **fracture profonde entre une opinion publique de plus en plus inquiète et des reculs politiques et réglementaires sans précédent**.

Pour en comprendre l'ampleur exacte, il faut analyser ce paradoxe à travers ses différentes dimensions.

---

1. L'ampleur politique et réglementaire : Le grand détricotage

Au niveau institutionnel, le recul est massif et s'est accéléré. En France comme en Europe, on assiste au démantèlement ou au gel de nombreuses réglementations environnementales majeures

- **Dérégulation systématique :** Rien qu'au cours de l'année 2025, le Réseau Action Climat a recensé **plus de 40 reculs écologiques majeurs en France**, incluant l'affaiblissement du Code de l'environnement, le gel du calendrier des Zones à Faibles Émissions (ZFE) ou la révision à la baisse des contraintes liées à l'artificialisation des sols.
- **Le recul budgétaire :** Les budgets alloués à la transition ont subi de lourdes coupes (à l'image des rabotages sur *MaPrimeRénov'* ou les aides aux mobilités douces).
- **L'échelle internationale :** En Europe, les forces de droite et d'extrême droite s'attaquent ouvertement aux piliers du *Green Deal* (Pacte vert). Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'abandon des grands plans d'investissement climat démontre que l'environnement est devenu la variable d'ajustement économique. Même les instances scientifiques comme le GIEC traversent des crises de gouvernance face aux blocages géopolitiques.

2. L'état de l'opinion : Un glissement des priorités, pas un déni

Le recul n'est pas une disparition de la conscience écologique, mais une **perte de sa centralité** face aux urgences du quotidien.

- **L'inflation d'abord :** Dans les baromètres d'opinion, le changement climatique a glissé au **4e rang des préoccupations** des Français, largement distancé par le coût de la vie (inflation, pouvoir d'achat), la santé et la sécurité.
- **Le rejet de « l'écologie punitive » :** Les enquêtes montrent que 73 % des citoyens veulent l'alliance de l'économie et de l'écologie. Les mesures perçues comme antisociales ou restrictives (normes automobiles, diagnostics immobiliers restrictifs) ont braqué une partie des classes populaires et moyennes, qui ont l'impression de porter le fardeau financier de la transition sans en avoir les moyens.
- **La déconnexion électorale :** Les partis écologistes politiques subissent un net recul électoral (comme lors des derniers scrutins européens), illustrant leur difficulté à transformer l'angoisse climatique en adhésion politique.

3. La mutation de la pensée : Vers une écologie de combat ou de survie

Face à ce recul institutionnel, la pensée écologique elle-même est en train de se transformer radicalement. On observe deux dynamiques opposées :

- **La dépolitisation par la santé :** Pour survivre dans le débat public, l'argumentaire écologique se déplace. On parle moins de « sauver la planète » et beaucoup plus d'**indépendance énergétique** (se passer du gaz ou du pétrole étranger) ou de **santé publique** (combats contre les PFAS, les pesticides, la pollution de l'eau).
- **La radicalisation des luttes :** Constatant l'échec d'une « écologie du spectacle » ou du dialogue institutionnel dépolitisé, une frange active du mouvement se tourne vers l'écologie de rupture. Les mouvements privilégient désormais le rapport de force localisé (blocages, ZAD) pour contrecarrer les grands projets industriels ou infrastructurels.

En résumé, l'ampleur du recul actuel se traduit par un blocage de la transition par le haut (gouvernements et réglementations) nourri par une hostilité idéologique croissante. Pourtant, le diagnostic physique de la planète reste inchangé : les limites planétaires continuent d'être franchies, créant un décalage historique entre l'inertie politique et l'urgence climatique concrète.?

(Sources diverses dont Caisse des Dépôts, Science Po Paris, Réseau Action Climat, Reporterre, Institut Supérieur de l'Environnement, CMDE)